

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 21 - 24 octobre 1996

RAPPORTS SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE PROJETS APPROUVÉS

Point 8 d) de l'ordre du
jour



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.3/96/8-D/Add.9
2 septembre 1996
ORIGINAL: ANGLAIS

PROJET OUGANDA 2642 (Élarg.2)

Aide à l'éducation, la santé et le développement rural dans la région de Karamoja

Coût total des produits alimentaires	6 763 900 dollars
Coût total pour le PAM	10 484 473 dollars
Date de l'approbation par le CPA	14 décembre 1990
Date de la signature du plan d'opérations	7 avril 1993
Date de l'acceptation de la lettre de démarrage	13 mai 1993
Date de la première distribution	15 juin 1993
Durée de l'aide du PAM	Trois ans + un an
Durée du projet au 31 décembre 1995	Deux ans et six mois

Sauf indication contraire, toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars des États-Unis. En décembre 1995, un dollar des États-Unis équivalait à 1 000 shillings ougandais.

Le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à apporter leur exemplaire personnel en séance et à ne pas demander d'exemplaires supplémentaires.

OBJET DU PROJET ET DE L'AIDE DU PAM

1. Le projet est destiné à aider le Gouvernement ougandais à fournir des services de santé et d'enseignement et à remettre en état les infrastructures rurales dans une région à grave déficit alimentaire. La plus grande partie de l'aide du PAM sera destinée aux écoliers et malades hospitalisés, et servira à appuyer des activités de formation des agents de santé, des dirigeants communautaires, des vulgarisateurs et des agriculteurs. Le projet appuie aussi diverses activités vivres-contre-travail (VCT): agroforesterie, création d'infrastructures, dont la remise en état de routes, de forages et de citernes. Une réserve de 14 pour cent du total des journées de travail est prévue pour des opérations de secours pendant les sécheresses.
2. L'aide alimentaire est destinée: a) à fournir une alimentation d'appoint et une incitation dans le volet éducation du projet; b) à apporter un complément nutritionnel et une incitation dans le volet santé; c) à stimuler et rémunérer les agriculteurs qui prennent part aux activités de formation; d) à encourager les communautés à entreprendre des activités d'auto-assistance; et e) à améliorer la sécurité alimentaire pendant les sécheresses. Une partie de l'aide est monétisée pour alimenter le fonds de soutien du projet.
3. Le projet correspond aux objectifs énoncés dans la mission du PAM car il est destiné à des zones de grande insécurité alimentaire et aux plus pauvres.

MISE EN OEUVRE

4. Le projet est exécuté par le Ministère de l'éducation et des sports. Une unité de gestion du projet (UGP), dirigée par un coordonnateur de projet, surveille l'exécution et la coordination des activités du projet, notamment la réception, l'entreposage, le transport et la distribution des produits alimentaires. L'UGP est établie dans la région de Karamoja, à l'exception d'un chargé de liaison.
5. L'UGP établit des plans de travail annuels en concertation avec les autorités locales et le PAM. Elle assure la distribution des produits alimentaires au moyen de six camions fournis par les donateurs à titre de contribution non alimentaire par le biais du PAM et de véhicules de location.
6. Des comités directeurs établis au niveau du district et du canton sélectionnent les activités proposées et donnent des conseils techniques. Les ministères techniques compétents, les autorités du district, le gouvernement central et l'UGP sont représentés dans ces comités.
7. Les volets santé et développement rural sont exécutés en collaboration avec les ONG suivantes: Missionary Sisters of Charity, Social Services and Development, l'Église d'Ouganda, la mission catholique ainsi qu'avec la coopération pour le développement du Ministère italien des affaires étrangères. La Fédération luthérienne mondiale participe à des activités VCT.
8. Un montant de 50 000 dollars provenant du Fonds néerlandais pour l'amélioration de la qualité des projets a servi à mettre en place le système de suivi et d'évaluation. S'ajoutant aux rapports trimestriels sur l'état d'avancement et l'exécution du projet, de nouveaux formulaires de collecte de données et des directives d'exécution pour chaque composante

du projet, ainsi qu'une fiche récapitulative ont été préparés et distribués au personnel du projet et aux autres intervenants.

GESTION DES PRODUITS ALIMENTAIRES

9. En décembre 1995, 15 762 tonnes de nourriture avaient été reçues (76,6 pour cent des 20 588 tonnes prévues dans l'engagement), dont 12 874 tonnes avaient été distribuées (62,5 pour cent de l'engagement et 81,7 pour cent des quantités reçues).
10. Au 31 décembre 1995, il restait 4 446 tonnes de nourriture à livrer (21,6 pour cent de l'engagement).
11. En décembre 1995, les pertes après livraison se montaient à 412,5 tonnes (1,9 pour cent des aliments livrés), dont environ 21 tonnes d'huile végétale perdues à cause de fuites pendant la manutention, le transport et la distribution, et environ 113 tonnes de mélange maïs-soja infesté qui a été vendu comme nourriture pour animaux. Le produit de cette vente a couvert une partie des frais d'entreposage.
12. Au total, 5 013 tonnes de blé ont été livrées et monétisées (70 pour cent des 7 166 tonnes prévues), pour 1 102 860 dollars qui ont été affectés au soutien du projet dans les proportions suivantes: transport intérieur, entreposage et manutention (TIEM): 78 pour cent; UGP: sept pour cent; articles non alimentaires: six pour cent; et autres coûts liés au projet, dont formation des vulgarisateurs de terrain et des agriculteurs, et construction de cases pour les vulgarisateurs: neuf pour cent.

CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT

13. Les contributions financières du gouvernement ont été inférieures aux montants fixés dans le plan d'opérations. En décembre 1995, le gouvernement n'avait dépensé que l'équivalent de 686 928 dollars (30 pour cent de ses engagements aux termes du plan d'opérations), officiellement en raison de contraintes budgétaires. Il a été averti de la nécessité d'augmenter sensiblement sa contribution en espèces pour ne pas compromettre l'exécution du projet.

AIDE EXTERIEURE

14. Les Pays-Bas ont fourni 165 400 dollars pour acheter et livrer 12 moulins à céréales et 10 presses à huile végétale. Le Japon a donné quatre camions de 20 tonnes, trois véhicules tout-terrain et deux motocyclettes (coût total: 439 000 dollars) et l'Italie deux camions de 10 tonnes (valeur estimée: 150 000 dollars). Deux groupements féminins ont déjà reçu une presse à huile végétale et un moulin à céréales. L'UGP et le PAM ont établi un plan pour que d'autres groupes puissent bénéficier des moulins et des presses restants. Les véhicules sont prêtés au Ministère de l'éducation et des sports et seront donnés au gouvernement à la fin du projet.

EVALUATION

Éducation

15. Cinquante huit pour cent des aliments sont destinés à stimuler la scolarisation et stabiliser la fréquentation scolaire dans la région de Karamoja. Le programme d'alimentation dans les écoles primaires a contribué à stimuler la scolarisation, en particulier dans les externats. Entre juin 1993 et décembre 1995, le nombre d'externes est passé de 13 165 à 26 205 et le nombre d'internes de 5 453 à 6 350. La fréquentation est toujours instable, notamment à cause du mode de vie nomadique et pastoral des Karamojong. Toutefois, il y a beaucoup plus d'élèves réguliers qu'irréguliers. L'UGP, en collaboration avec les autorités locales et les ONG, a récemment lancé une campagne de sensibilisation des villages pour encourager la scolarisation des filles.
16. Sur la base de projections optimistes, on prévoyait une moyenne annuelle de 30 335 internes. On n'a atteint que 17 pour cent de ce chiffre, à cause de la lenteur du développement des internats, due à des contraintes budgétaires et des frais de scolarité élevés.

SANTE

17. A la suite de la sécheresse de 1993/94 et de la pénurie alimentaire qui en a découlé, le volet santé a été étendu à tous les groupes vulnérables, y compris les personnes âgées et les handicapés. En conséquence, le nombre de bénéficiaires appartenant à ces groupes a dépassé les prévisions de 375 pour cent. De même, les tuberculeux non hospitalisés et les enfants souffrant de malnutrition ont été beaucoup plus nombreux à recevoir une aide alimentaire (respectivement 445 pour cent et environ 104 pour cent). Comme ces bénéficiaires vivant dans l'insécurité alimentaire devaient se rendre dans des centres sanitaires pour y recevoir les rations du PAM, ils ont pu aussi profiter de soins médicaux.

DEVELOPPEMENT RURAL

18. En décembre 1995, 3 523 agents sanitaires et dirigeants communautaires, 285 enseignants et élèves d'instituts agricoles, 1 775 agriculteurs et 707 vulgarisateurs avaient été formés (246 pour cent de l'objectif proportionnel et 205 pour cent de l'objectif global). On doit ce dépassement des prévisions initiales à la brièveté des stages (entre une demi-journée et deux jours), et à la campagne de sensibilisation des dirigeants communautaires à l'importance de l'éducation. La formation portait sur les sujets suivants: soins de santé primaires, entretien des forages, conduite des cultures et de l'élevage, labour à l'aide de charrues à boeufs, programmation et exécution des projets.
19. Au total, 199 135 journées de travail (159 pour cent de l'objectif proportionnel pour l'agroforesterie) ont été utilisées, touchant 9 848 bénéficiaires. En décembre 1995, 11 pépinières avaient été créées et avaient produit 69 544 plants. Les femmes Karamojong se sont beaucoup intéressées aux activités VCT, particulièrement dans le domaine agroforestier. A Moroto et Kotido, 15 groupements de femmes et de jeunes ont déjà planté des parcelles boisées. Huit écoles et six groupements de femmes ont planté des vergers.

20. Au total, 1 126 262 journées de travail devaient être utilisées avant décembre 1995 pour les travaux d'infrastructure. A cette date, cet objectif n'avait été atteint qu'à 26 pour cent. Six écoles étaient en construction et 12 autres avaient été remises en état. Les autres activités comprenaient la réparation de 106 kilomètres de routes de desserte, la construction de cases pour les enseignants et le personnel sanitaire, la remise en état de dispensaires et le curage d'étangs. La Fédération luthérienne mondiale a participé à l'entretien de 51 forages.
21. Au total, 1 315 253 journées de travail en réserve (87,6 pour cent de l'objectif proportionnel) ont été consacrées à des travaux d'infrastructure: curage d'étangs, amélioration de routes de desserte, création de latrines dans des écoles et des marchés.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

22. La région de Karamoja est la plus grande et la moins développée d'Ouganda. Le revenu annuel d'une grande partie des Karamojong est bien en deçà de la moyenne nationale (52 dollars contre 220 dollars). Les sécheresses répétées entraînent des pénuries alimentaires chroniques. Les infrastructures et les services socio-économiques de base manquent. L'insécurité et la dégradation de l'environnement aggravent la situation. Dans ce contexte, l'aide alimentaire aux communautés qui ont le plus besoin de sécurité alimentaire, notamment les femmes et les enfants, est donc justifiée.
23. Le système de suivi et d'évaluation a permis de récolter des informations fiables sur l'avancement des activités et de la distribution des produits alimentaires. Ce système a aussi été utile à l'UGP pour évaluer les besoins des bénéficiaires et mettre fin aux détournements de l'aide du PAM.
24. L'insécurité constante, particulièrement en 1993 et 1994, a beaucoup gêné l'exécution et le suivi des activités du projet. Depuis 1995, le gouvernement a renforcé les mesures pour pacifier la région, permettant ainsi les déplacements du personnel de l'UGP et du PAM. Il y a toutefois encore des cas isolés de vol de bétail et de banditisme.
25. Pour appuyer sa politique de relèvement par des activités VCT et favoriser un développement durable dans la région de Karamoja, il est urgent que le gouvernement augmente ses allocations en espèces.
26. Le maintien de l'assistance du PAM au secteur de l'éducation devrait être subordonné à un effort supplémentaire des autorités locales et des parents d'élèves, ainsi qu'à un accroissement des investissements humains et financiers du gouvernement dans la région. La campagne pour la scolarisation des filles doit se poursuivre vigoureusement avec le soutien matériel du Ministère de l'éducation et des sports. En outre, pour mieux cibler l'approche multisectorielle du projet, les secteurs qui recevront l'aide du PAM devraient être classés par ordre de priorité.

ANNEXE

COMPARAISON ENTRE OBJECTIFS ET RÉSULTATS			
Composantes du projet	Selon le plan d'opérations	Selon le plan d'opérations proportionnel au 31.12.95	Résultats au 31.12.95
	(Nombre annuel moyen de bénéficiaires)		
A. Éducation, santé et formation:			
Éducation			
- Externes	21 135	21 135	26 205
- Internes	30 335	30 335	6 350
Santé			
Malades hospitalisés:			
- Alimentation générale	10 335	8 610	12 100
Malades non hospitalisés:			
- Interventions thérapeutiques	14 670	12 220	19 915
- Tuberculeux non hospitalisés	700	585	3 815
Alimentation des groupes vulnérables			
- Mères	3 000	2 500	31 580
- Enfants	2 000	1 670	16 870
- Autres	-	-	3 660
Formation			
- Personnel sanitaire/dirigeants communautaires	1 320	1 099	3 523
- Vulgarisateurs	55	45	707
- Agriculteurs	1 460	1 216	1 775
- Enseignants et élèves d'instituts agricoles	240	199	285
	Nombre de journées de travail prévues dans le plan d'opérations	Objectif proportionnel au 31.12.95	Nombre de journées de travail utilisées au 31.12.95
B. Vivres-contre-travail			
Agroforesterie	150 270	125 225	199 135
Infrastructures	1 351 5	1 126 26	288 848
Journées de travail en réserve	1 800 0	1 500 00	1 315 2